

Vivre son genre : la fin des discriminations



Vivre son genre en toute liberté n'est pas un combat gagné. Qu'il s'agisse de discriminations, de préjugés, de stéréotypes, de violences verbales ou physiques ou encore d'inégalités sociales, il reste beaucoup à faire. Écolo j pose dans cette position des revendications à destination de tout un chacun qui souhaite vivre son genre en toute liberté, en dehors des cases pré-établies.

Intersectionnalité : pour une société plus inclusive

En abordant la question des genres, la question de l'intersectionnalité nous paraissait évidente. Il s'agit d'un outil conceptuel permettant de mieux appréhender les situations particulières de chaque individu parmi les nombreux rapports de force qui traversent notre société (genre, statut socio-économique, ethnicité, identité religieuse, handicap,...). Pour cette raison, Écolo j revendique les points suivants :

- Prendre en compte dans l'établissement des quotas, la multitude de discriminations dont les personnes peuvent faire l'objet.

- Avoir une approche multi-discriminations en terme de législation et de la procédure judiciaire. Par exemple, on constate que, lors de l'établissement d'une plainte, le traitement plus ou moins rapide du dossier dépend de la classe et/ou de l'origine du/de la plaignant.e. Nous demandons la formation donc du personnel judiciaire et du corps de police quant à ces questions.
- Prendre en compte dans les règles d'orthographe les genres.Par exemple, faire attention à également utiliser le correspondant féminin ou masculin des mots dans les textes légaux.
- Prendre conscience et tenir compte de la non-neutralité de la langue française. L'écriture inclusive est un dispositif intéressant pour rendre visibles tous les genres dans notre langage.

Trans : vers plus de tolérance dans la diversité

En 2016, la situation sociale et législative pour les personnes transgenres est inadaptée et surtout inhumaine. En effet, écolo j constate de nombreux manquements et des discriminations à l'égard des populations transgenres. C'est avec urgence qu'écolo j revendique les points suivants :

- Le **respect de la vie privée** pour permettre à chacun de vivre son genre en toute liberté. La fin de l'indication sur la carte d'identité du sexe. Cette indication est incomplète et ne permet pas de prendre en compte la diversité. Il est dès lors préférable d'inclure ces informations dans les données médicales car elles sont plus protégées que les données administratives.
- La possibilité pour les personnes transgenres de **modifier leur prénom de manière auto-déclarative**. En effet, les exigences de stérilisation, de psychiatrie et de conviction intime, constante et irréversible sont des critères illégaux au regard de la Convention Européenne des Droits de l'Homme.
- Le **remboursement des soins de santé** pour l'accompagnement, le suivi et les opérations médicales nécessaires à la transition d'une personne transgenres. Et ce, via la prise en charge par les mutualités et la reconnaissance des droits des personnes transgenres.
- **La fin de la psychiatrie** pour les personnes transgenres, en maintenant la possibilité d'un accompagnement psychologique sur base volontaire.
- Un **investissement financier** public destiné à l'intégration de politiques adaptées à la diversité et à la lutte contre la transphobie. Le financement de campagnes de sensibilisation, organisées par et pour les associations ainsi que les campagnes communautaires et fédérales.
- Une réforme en **matière d'enseignement** pour plus d'implication de la tolérance envers la

diversité, le manque d'information et de formation au sujet des personnes transgenres est un des éléments qui conduit à la discrimination, la violence, le harcèlement et aussi l'utilisation d'un langage « pathologique », transphobe et inapproprié. Le respect strict de la charte EVRAS systématique autour des questions des orientations sexuelles. Une attention particulière aux jeunes et enfants transgenres pour que les écoles puissent être des endroits de soutien à la transition avec un environnement inclusif.

- Une **révision urgente de la loi de 2007**, qui, en plus d'utiliser des termes pathologiques, ne respecte pas la Convention Européenne des Droits de l'Homme et est inapplicable pour les mineurs. Nous demandons donc une loi non-discriminante, respectueuse et inclusive. Le **respect de l'intégrité corporelle** comme une priorité, surtout pour les enfants intersexués qui sont obligés de subir des opérations pour les « adapter » à la norme.
- Des **organisations de jeunesse, des clubs sportifs et des loisirs inclusifs**. Un décret "Centre de vacances" plus pointilleux concernant les formations et informations vers les animateurs.rices. Pour les Clubs sportifs, la mise en place d'une charte commune pour les fédérations qui intègrent la formation des dirigeant.e.s et entraîneurs.euses. La création de campagnes pour la mise en place d'infrastructures respectueuses des genres et libertés.

Stéréotypes et inégalités : une lutte de tous les instants

Dans notre quotidien, nous sommes souvent confrontés à des stéréotypes et des préjugés directement liés à des questions de genres. Ceux-ci, sont une cause directe de nombreuses inégalités présentes dans la société.

Nous, écolo j, souhaitons une société qui ne permet pas de discriminations ou d'inégalités liées aux caractéristiques individuelles, notamment le genre. Nous désirons pouvoir vivre notre genre en toute liberté, sans crainte de discrimination, sans crainte de préjugés, sans crainte des inégalités.

Pour atteindre ces objectifs, il nous faut lutter à la racine du problème que sont les stéréotypes et les préjugés. A cette fin, nous souhaitons mettre l'accent sur :

- **L'importance de l'enseignement** : nous souhaitons mobiliser les acteurs de l'éducation en inscrivant l'égalité et la reconnaissance de la diversité de genres comme un des objectifs principaux de l'éducation. Concrètement, nous souhaitons une formation systématique des

acteurs sur ces matières. Nous souhaitons aussi renforcer la prise en compte de ces aspects dans les cursus scolaires, notamment dans les manuels scolaires et les cours d'éducation physique rendus mixtes, ainsi que dans les règlements d'ordre intérieur des établissements. La mixité doit être une préoccupation prioritaire dans l'éducation.

- **La publicité** : Nous demandons en général un contrôle indépendant sur base législative et code éthique plus étroit, en amont du contenu de la publicité. Au sein de l'espace public et dans nos villes, celle-ci devrait à terme disparaître.

Les stéréotypes entraînent des situations d'inégalités qui ne disparaîtront pas d'elles-mêmes. De nombreux domaines sont concernés. Parmi ceux-ci, écolo j en pointe deux dans lesquels les inégalités peuvent être combattues.

Les organes décisionnels : de manière générale, écolo j souhaite qu'aucun genre ne se retrouve sous-représenté. Cela commence par lutter en faveur d'une réelle diversité des genres, par exemple, en révisant les quotas imposés, que ce soit en politique, dans les entreprises, les autorités académiques, etc.

Pour ce faire, nous souhaitons une concertation avec les acteurs concernés pour établir une stratégie commune.

L'égalité salariale entre genres n'est toujours pas acquise en Belgique. Cette situation est due à la persistance de pratiques dans les lieux de travail, à une différence en terme de durée de travail et au plafond de verre limitant l'accès aux postes de direction. écolo j souhaite améliorer l'équilibre entre vie professionnelle et vie familiale, via une plus grande flexibilité des systèmes de congé et la réduction du temps de travail. De plus, nous voulons persévérer dans l'effort de rendre les classifications de fonctions neutres sur le plan du genre. Enfin, nous réitérons notre souhait d'améliorer la représentation des femmes dans les organes de décision.